

STOP à la LOI SECURITE GLOBALE

Sécurité globale = insécurité totale pour les manifestants ?
Contre les violences policières et pour le droit d'en témoigner
Rassemblement place MAGINOT

Photographier, filmer, diffuser, dénoncer. Cette liberté fondamentale remise en cause par le projet de loi Sécurité Globale a malheureusement une fois de plus pris toute sa mesure lundi soir à Paris quand des forces de police ont sorti de leurs tentes avec violence des exilés pour empêcher qu'ils ne s'installent sur la place de la République. A la même occasion, des élus ont été nassés, empêchés de rejoindre l'hôtel de ville et des journalistes ont été molestés.

Heureusement, ces scènes de violence ont été filmées.

Gérard DARMANIN, ministre de l'intérieur, promoteur de la loi Sécurité Globale, a lui-même considéré que les images rapportées par les journalistes étaient choquantes.

Oui ces images sont choquantes et la responsabilité de l'État est engagée. Ces migrants étaient là parce que l'État ne les a pas hébergés. On ne répond pas par la matraque à un besoin social. Oui c'est grâce à ces images que de tels actes peuvent être dénoncés et condamnés. A Nancy, un passant a été gravement blessé au bras pendant la manifestation qui se déroulait samedi dernier. Les événements ont été filmés. Cela aidera à faire la lumière sur les faits.

La loi Sécurité Globale veut interdire la diffusion des images de violences policières. Parce que nous n'acceptons pas que ce gouvernement piétine nos droits et nos libertés les plus fondamentales, nous demandons le retrait de l'article 24 qui menace directement la liberté d'information et de communication, rendant ainsi plus difficile la lutte contre les violences policières. Nous dénonçons à la fois l'article 24 et d'autres dispositions de ce texte qui, une nouvelle fois, cible le droit constitutionnel de manifester et de participer en toute tranquillité à des mouvements sociaux.

Plus que jamais, dans un contexte de menaces terroristes, de crise sanitaire inédite, de crise sociale aggravée, l'État de droit doit être conforté.

Nous appelons l'ensemble des citoyens attachés aux libertés à se mobiliser pour dire stop à la loi Sécurité Globale et les invitons à participer au rassemblement qui se tiendra **samedi 28 novembre 14h30 à Nancy place Maginot**.

Nous rappelons que le port du masque est obligatoire et invitons les participants à se munir de l'autorisation de déplacement dérogatoire éditée par la Ligue des Droits de l'Homme pour justifier de l'autorisation à manifester sur la voie publique.

<https://www.ldh-france.org/wp-content/uploads/2020/11/Attestation-de-deplacement-derogatoire-pour-manifester.25.11.2020.pdf>

Premiers signataires : CGT (Union départementale 54), CGT (Union locale de Nancy), Equinoxe, FSU, LFI, LDH Nancy, PCF, PS, SAF, Solidaires étudiants, SUD-Solidaires, UNEF Lorraine